



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

# DOSSIER DE PRESSE

Sangaris : un an de reconstruction sécuritaire  
en République centrafricaine

Contact :

Equipe relation média de l'état-major des armées :

Tél : 01 42 19 41 97 – 01 42 19 83 08

Mail : [emapresse@gmail.com](mailto:emapresse@gmail.com)



## Sommaire

Mission de Sangaris	3
Plan de campagne	4
Bilan opérationnel	5
Engagement de la communauté internationale	7
Rappel chronologique	8

## Mission de la force Sangaris

Le 5 décembre 2013 sur décision du Président de la République, la force Sangaris est intervenue en urgence pour mettre fin à un cycle d'exactions, empêchant ainsi un désastre humanitaire en République centrafricaine. La mission donnée à la force française, sous mandat de l'ONU (résolution 2127), était :

- de **rétablir un niveau de sécurité minimal**
  - en enrayant la spirale des exactions
  - en permettant le retour des humanitaires et des structures étatiques de base
- de **préparer les conditions du déploiement de la communauté internationale.**



L'application d'un plan d'intervention en trois phases, a permis la stabilisation progressive de la situation dans le pays et le déploiement des forces internationales :

- dès le 19 décembre 2013, la force de l'Union Africaine, la *MISCA*, se déploie dans le pays ;
- dès le 15 juin 2014, la force de l'Union Européenne, l'*EUFOR RCA*, engage ses moyens dans la capitale ;
- et depuis le 15 septembre 2014, la force de l'Organisation des Nations Unies, la *MINUSCA* (résolution 2149), s'est déployée, atteignant déjà un effectif de 8 500 hommes deux mois après son lancement.

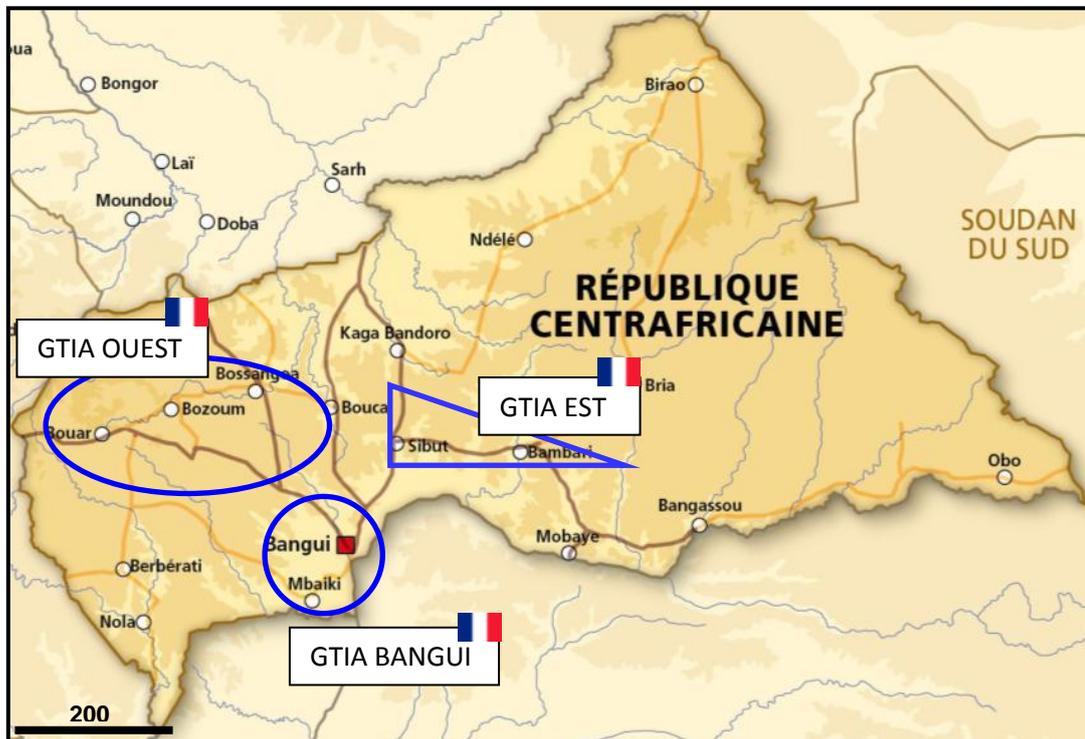


Depuis le 5 décembre, l'action de la force Sangaris repose sur un même objectif, un même principe et un même mode opératoire :

- ✓ un même objectif : rétablir un niveau de sécurité minimale et faciliter la montée en puissance de la *MISCA* puis celle de la *MINUSCA* ;
- ✓ un même principe : l'application des mesures de confiance ;
- ✓ un même mode opératoire : l'impartialité. Sangaris s'est systématiquement opposée aux groupes armés qui menaçaient la population.

Depuis le 17 juin 2014, la force Sangaris est commandée par le **général de brigade Eric Bellot des Minières**. Il a succédé au **général de brigade Francisco Soriano**, qui commandait les forces françaises engagées en République centrafricaine depuis le 5 décembre 2013.

## Plan de campagne



La force s’est appuyée sur plusieurs « groupement tactiques interarmées » (GTIA), unités de combat interarmes de près de 500 hommes capables de manœuvrer tactiquement dans une zone d’action déterminée. Conformément au plan de campagne arrêté par le chef d’état-major des armées et aux priorités opérationnelles définies en planification, ces GTIA se sont déployés en trois phases :

- le **GTIA Bangui**, première unité à s’être déployée dès décembre 2013, a concentré son action sur la sécurisation de la **capitale, qui abrite près d’un tiers de la population totale du pays** ;
- le **GTIA Ouest**, déployé entre février et septembre 2014, a orienté ses opérations sur la sécurisation de **l’axe routier qui relie la capitale centrafricaine au Cameroun**. Cet axe, véritable cordon ombilical était indispensable au ravitaillement de la capitale. Sa réouverture et sa sécurisation ont permis d’éviter qu’une crise humanitaire ne vienne s’ajouter à la crise sécuritaire ;
- le **GTIA Est**, déployé depuis avril 2014 dans le couloir central (Bangui – Bouca – Batangafo) et l’Est du pays. L’effort de cette unité porte actuellement sur le triangle Dekoa – Sibut – Bambari, zone sensible qui concentre de nombreuses **tensions entre les différentes factions, communautés, ou encore ethnies présentes dans cette région du pays**.

## Bilan opérationnel

Depuis le 5 décembre, les militaires français se sont portés au secours de centaines de personnes qui étaient directement menacées, quelle que soit leur confession ou leur communauté d'appartenance.

**Chaque jour Sangaris a sauvé des vies.**

Au début de l'été 2014, la situation en Centrafrique s'est peu à peu caractérisée par l'atteinte d'un palier sécuritaire. Au-delà de l'action de la force qui visait à endiguer les risques d'exaction, la résolution de la crise nécessite désormais une approche globale reposant sur le développement des piliers politique, économique et judiciaire.

L'atteinte de ce **palier sécuritaire** et l'arrivée de la MINUSCA ont conduit la force Sangaris :

- à recentrer son action sur les zones les plus sensibles, à savoir la capitale et le « couloir central » du pays ;
- à entamer l'adaptation de son dispositif qui devrait progressivement rejoindre le format d'une « force de réaction rapide ». Cette adaptation se traduira
  - par une réduction de l'empreinte au sol, qui entraînera une réduction des effectifs ;
  - par une densification des capacités permettant une plus grande mobilité et un renforcement de la puissance de feu (déploiement des VBCI et des hélicoptères Tigre dans le domaine de la mobilité et de l'appui feu, mais aussi du système de drone DRAC dans le domaine du renseignement).

Dans l'immédiat, la force Sangaris poursuit son **effort de stabilisation**, tout en continuant à **appuyer le déploiement des unités de la MINUSCA** dans l'ensemble de la RCA.



A ce jour, près de **9 000 militaires** français se sont succédé au sein de la force Sangaris depuis le 5 décembre 2013.

Depuis le début de l'opération Sangaris, **trois militaires français sont morts dans l'accomplissement de leur mission** :

- le caporal Antoine LE QUINIO et le Caporal Nicolas VOKAER du 8<sup>ème</sup> RPIMa, le 9 décembre 2013 ;
- le caporal-chef Damien DOLET du RICM, le 23 février 2014.

Depuis le début de l'opération, plus de **14 tonnes de munitions** ont été détruites.

Par ailleurs, la force a permis la saisie

- de plus de **300 000 munitions** ;
- de **8 000 armes de toute nature**, dont une grande quantité d'armes blanches ou artisanales (armes de chasse, machettes et flèches) et dont **1 500 armes légères d'infanterie** ;
- de 70 armes collectives et 25 armes d'appui.



**L'analyse de la situation sécuritaire, administrative, sanitaire et économique permet de noter l'émergence de signaux faibles de reprise dans le pays.**

### Sécurité

L'UNHCR note une diminution de 80% des **déplacés** dans le camp de M'Poko à Bangui <sup>1</sup> et de 50% dans l'ensemble du pays<sup>2</sup>.

### Administration, justice et éducation

L'administration centrafricaine est aujourd'hui redéployée dans les deux tiers du pays. Des travaux de réhabilitation de plusieurs mairies, commissariats et postes de gendarmerie sont actuellement en cours avec l'appui de la force Sangaris.

La force Sangaris a également appuyé la réhabilitation d'un embryon de **structures judiciaires**<sup>3</sup>.

L'**éducation nationale** a repris son action grâce à la réouverture de la grande majorité des écoles dans la capitale, dans l'ouest du pays et dans une partie du centre et l'est.

### Transports et infrastructures

L'intervention de la force Sangaris a permis de désenclaver le pays, évitant son isolement du reste de la communauté internationale, tout en posant les bases d'une reprise des échanges internes et du déploiement de la MINUSCA.

Dès le début de la mission, un effort particulier a été porté sur le contrôle et la sécurisation de l'aéroport de M'Poko. Depuis, le trafic aérien n'a cessé de se développer<sup>4</sup>.

Cet effort s'est prolongé à travers l'entretien des principales pistes et infrastructures aéroportuaires de la RCA (aérodromes de Bouar, Bambari et N'Délé).



A partir du mois de février 2014, l'engagement d'un GTIA à l'ouest de la RCA a contribué au rétablissement du **trafic routier commercial** entre Bangui et le Cameroun. Dès le mois de mars 2014, le flux aller/retour des poids lourds était cinq fois supérieur à celui du mois de décembre 2013<sup>5</sup>.

Différents travaux de **réfection de voirie et de ponts** ont par ailleurs été réalisés par les forces françaises dans l'ensemble de ses zones de déploiement.

<sup>1</sup> 20 000 actuellement contre 100 000 au plus fort de la crise

<sup>2</sup> 490 000 actuellement contre 920 000 au plus fort de la crise

<sup>3</sup> Tribunaux, locaux administratifs et maisons d'arrêt de Bossangoa, Grimari et N'Délé

<sup>4</sup> 120 mouvements d'avions par mois actuellement contre 40 en janvier 2014

<sup>5</sup> Actuellement, 400 à 600 aller/retour de poids lourds sont enregistrés hebdomadairement entre la frontière et la capitale

# Engagement de la communauté internationale

## Renforts alliés

Dès le début de l'intervention française, certains Etats ont décidé d'apporter un soutien à la force Sangaris par la mise à disposition de moyens aériens.

Ce fut le cas du Royaume Uni (C17), de la Belgique (C-130), de la Lituanie (C27), de l'Espagne (C-130 et CASA CN-295), de la Pologne (C-130) et des Etats-Unis (C17).

## Union africaine

LA MISCA, mission de l'Union africaine, créée le 5 décembre par la résolution 2127 des Nations-Unies, s'est déployée en RCA à partir du 19 décembre. La MISCA a compté jusqu'à 6 000 hommes (dont 600 unités de police constituées). Commandée par M. Mokoko (Congo Brazzaville), elle était armée par des contingents de sept pays, après le départ des contingents tchadiens début avril 2014 : le Congo-Brazzaville, le Cameroun, le Burundi, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Rwanda et la République démocratique du Congo.

## Union européenne

L'Union européenne a officiellement lancé la mission EUFOR RCA le 1<sup>er</sup> avril 2014. Elle a annoncé la pleine capacité opérationnelle de cette force le 15 juin.

La France est « nation-cadre » de cette mission qui est commandée par le **général de division Philippe Pontès** depuis Larissa (Grèce). A Bangui, la force est commandée par le général de brigade Lion. Son successeur, le général Bacquet sera prochainement mis en place pour lui succéder.



La France participe actuellement à cette mission à hauteur de 260 hommes (militaires et gendarmes) sur un effectif total de 700 hommes.

Le 7 novembre 2014, le mandat de la mission a été renouvelé jusqu'au 15 mars 2015.

## Organisation des Nations Unies

La MINUSCA, créée suite à la résolution 2149 du 10 avril 2014 du Conseil de sécurité de l'ONU, a été mandatée pour protéger les civils et appuyer à la mise en œuvre de la transition en République centrafricaine. Son mandat comporte, de façon prioritaire :

- la protection des civils ;
- l'appui à la mise en œuvre de la transition, y compris par des actions en faveur de l'extension de l'autorité de l'Etat et du maintien de l'intégrité territoriale ;
- la facilitation de l'acheminement immédiat, en toute sécurité et sans entrave, de toute l'aide humanitaire ;
- la protection du personnel et des biens des Nations Unies ;
- la promotion et la protection des droits de l'homme ;
- l'action en faveur de la justice nationale et internationale et de l'état de droit ;
- et le désarmement, démobilisation et réintégration et rapatriement



Son effectif maximum autorisé est de 11 820 personnels en uniforme, dont 10 000 soldats et observateurs militaires et 1 820 policiers.

Elle a relevé la MISCA le 15 septembre 2014.

# Chronologie

## **2013**

- 5 décembre : adoption de la résolution 2127 – Création de la MISCA  
lancement de l'opération Sangaris
- 9 décembre : mort de deux soldats français (caporal Le Quinio et caporal Vokaer)
- 19 décembre : début du déploiement de la MISCA

## **2014**

- 14 février : décision de renforcement portant la force de 1 600 à 2 000 soldats
- 9 février : déploiement à l'ouest du pays (axe Bangui – Cameroun)
- 23 février : mort d'un soldat français (caporal-chef Dolet)
- 28 mars : début du déploiement à l'est du pays
- 1<sup>er</sup> avril : lancement officiel de la mission EUFOR RCA
- 10 avril : vote de la résolution 2149 – Création de la MINUSCA
- 30 avril : EUFOR RCA atteint sa capacité opérationnelle initiale
- 15 juin : EUFOR RCA atteint sa pleine capacité opérationnelle
- 15 septembre : relève de la MISCA par la MINUSCA
- 20 octobre : fin du déploiement de 10 VBCI
- 26 octobre : déploiement de 2 drones de reconnaissance au contact (DRAC)
- 7 novembre : renouvellement du mandat de EUFOR RCA jusqu'au 15 mars 2015
- 24 novembre : déploiement de 2 hélicoptères Tigre
- 28 novembre : désengagement des premières capacités de combat